



REPORTAGE

Portraits d'otages détenus à Gaza, sur une plage de Tel-Aviv, le 4 octobre. DAVID GUTTENFELDER/THE NEW YORK TIMES-REDUX-REA

Israël, un « pays qui a perdu toute rationalité »

PROCHE-ORIENT

Le 7 octobre 2023 a constitué un accélérateur aux mouvements travaillant la société israélienne. Les citoyens arabes craignent d'être les prochains Palestiniens dans le viseur de l'extrême droite au pouvoir.

Tel-Aviv, Haïfa, Nazareth (Israël), envoyée spéciale.

Le temps s'apprête à s'arrêter. Bientôt, les commerces baisseront le rideau, les voitures seront interdites de circulation, les télévisions cesseront d'émettre et les enfants envahiront les voies rapides avec leur tricycle. Pour la deuxième année consécutive, ces 1^{er} et 2 octobre, Israël a passé Yom Kippour (le jour du grand pardon) en état de guerre. La fête est un miroir des fractures de la société israélienne. Les plus laïcs se réfugient dans les villes arabes qui continuent de fonctionner ou vont ■■■

■■■ camper au mont Carmel. Les autres quittent leur ville pour rejoindre leur famille et jeûner vingt-cinq heures durant. Des mineurs, en habits traditionnels, font le chemin seuls avant d'être récupérés à l'arrivée par un parent.

Scène ordinaire dans un Israël gagné par la militarisation : un chauffeur de bus s'excuse. Il vient de prier un jeune homme, en civil et M16 en bandoulière, de se tenir tranquille. « *Ce pays a perdu toute rationalité* », souffle la députée communiste Aida Touma-Suleiman. Quelques jours après le massacre perpétré par le Hamas, le 7 octobre 2023, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben-Gvir, assume la constitution de milices. Il distribue des fusils d'assaut dans les zones proches de la bande de Gaza, aux colons de Cisjordanie et dans les villes is-

« Il n'y a pas de pardon pour l'extermination. »

MOSHE LAVI, ENSEIGNANT
DE L'UNIVERSITÉ DE HAÏFA

raéliennes où cohabitent juifs et Arabes. Les armes ne se sont pas tues pour Yom Kippour. Les pacifistes non plus. Des centaines d'entre eux se sont réunis place Habima, en plein cœur de Tel-Aviv, à l'appel du Réseau de solidarité de la Résistance (association de personnes qui refusent de servir l'armée d'occupation). Ils y ont brandi des photos d'enfants tués à Gaza. En ce jour dédié à la réflexion et au jugement divin, Moshe Lavi, maître de conférences au département d'histoire juive de l'université de Haïfa, harangue la foule avec son mégaphone : « *Il n'y a pas de pardon pour l'extermination.* » Pour la seule journée du 2 octobre, 53 Palestiniens ont été tués par des bombardements à Gaza.

Au milieu des tracts et des affiches violettes de son mouvement, Standing Together, qui mobilise citoyens juifs et arabes contre l'occupation et la colonisation, Uri Weltmann ne perd pas espoir : « *Après le 7 Octobre, nous étions seuls à dire que le retour des otages était lié à la fin de la guerre et à une négociation de paix. Désormais, il s'agit du courant dominant.* » Pour lui, il est aujourd'hui impossible de revenir à l'option de la « gestion du conflit » qui prévalait du centre gauche à la droite, rendue caduque par le 7 Octobre et le génocide qui s'est ensuivi. Au cœur du quartier bohème de Florentin, du nom d'un juif grec qui a acheté le terrain au sud de Tel-Aviv à la fin des années 1920, Raluca Ganea, directrice de l'association pacifiste Zazim, est également persuadée que, si l'opposition à Benjamin Netanyahu l'emporte aux législatives d'octobre 2026, « *elle devra inclure des dirigeants arabes et placer le règlement politique de la question palestinienne en haut de son agenda* ».

UNE GUERRE AUX ALLURES DE MISSION HUMANITAIRE

Ce n'est pas, loin de là, l'avis de tous. Hagay Lober est un fervent sioniste religieux. Ce colon de Beit El, à quelques kilomètres au nord de Ramallah (Cisjordanie occupée), où vivent quelque 7 000 Israéliens, a perdu son fils à Gaza. Il pousse à la poursuite de la guerre en lui donnant presque des allures de mission humanitaire : « *Bien sûr que des enfants sont tués, mais nous devons continuer. Si nous ne le faisons pas, une autre génération servira de boucliers humains au Hamas. Il s'agit de les aider.* » En filigrane transparaît l'idée qu'Israël doit faire étalage de sa puissance pour dissuader son voisinage, perçu comme menaçant. Selon un sondage réalisé, en juillet, par l'Institut israélien de la démocratie, 79 % des juifs israéliens se disent « peu préoccupés » ou « pas du tout préoccupés » par les informations faisant état de famine et de souffrances parmi la population à Gaza.

Dov Levy, lui, ne reconnaît plus son pays. En temps normal, il est impatient de retrouver sa famille pour Yom Kippour. Cette fois, le septuagénaire, qui coule une retraite paisible dans la station balnéaire d'Eilat, au bord de la mer Rouge, traîne des pieds. Derrière le cordon de police, l'ancien entrepreneur observe la manifestation pour le retour des otages qui se tient le long de la plage de Tel-Aviv, ce

29 septembre. Il s'alarme de l'isolement grandissant de son pays sur la scène internationale : « *Regardez l'image qu'Israël a désormais à l'extérieur ! Elle est déplorable.* » Dov vote traditionnellement pour le Parti de l'unité nationale de l'ancien chef d'état-major de l'armée, Benny Gantz (centre droit), qui ne s'est jamais opposé à l'entreprise d'anéantissement total des Palestiniens. En août, ce dernier a lancé un appel au premier ministre Benjamin Netanyahu pour former une coalition temporaire, dont l'extrême droite serait exclue, afin de libérer les 48 otages retenus dans l'enclave palestinienne.

Les visages des captifs israéliens s'affichent partout, aux côtés de ceux des soldats morts. Aucun arrêt de bus, aucun pont, aucune gare n'échappe à la superposition d'autocollants et de banderoles exigeant leur retour. La perspective d'une libération imminente, dans le cadre d'un accord, réveille l'espoir des familles. « *Il est devenu clair pour une partie de la société que le Hamas était affaibli et que le gouvernement adoptait les buts de guerre dictés par les partis religieux : chasser les Gazaouis, occuper et recoloniser les terres évacuées par Israël en 2005* », observe l'ancien capitaine de l'armée de l'air Guy Poran. Nous le retrouvons alors qu'il est installé dans un café bondé de juifs et un tiers de Palestiniens, soit l'inverse proportion d'avant la création de l'État d'Israël.

FRONTIÈRES POREUSES ENTRE MILITAIRE ET POLITIQUE

Guy Poran est l'un des initiateurs de l'appel signé, en avril, par 1 300 réservistes et retraités des forces aériennes qui exigeaient le retour des otages et la fin des combats. Un texte au fort retentissement qui a poussé d'autres corps de l'armée à s'engager dans la même voie, signe du trouble qui a gagné le pays. « *La société est presque plus sensible à la mort de ses soldats qu'à celle des civils* », glisse-t-il entre deux gorgées de cappuccino. En Israël, l'armée est un élément fondateur de l'État. « *L'institution est presque sacrée. Chaque famille y envoie ses enfants et endosse la défense du pays.* » Il s'agit donc de préserver le rôle central et l'influence de l'institution. C'est également l'avis du général David Agmon, qui a participé à la guerre des Six-Jours en 1967, à la guerre d'octobre en 1973 et à l'invasion du Liban en 1982. Son CV est symptomatique des frontières poreuses entre militaire et politique : il est ensuite devenu chef de cabinet de Benjamin Netanyahu en 1996, avant de claquer la porte au bout de quatre mois, persuadé que ce dernier avait entretenu l'atmosphère de haine avant l'assassinat du premier ministre Yitzhak Rabin, signataire des accords d'Oslo. Pour David Agmon, le nombre grandissant d'objecteurs de conscience appelle une réforme de l'armée : « *Son moral est atteint. Elle doit redevenir un creuset entre jeunes de la high-tech et colons* », c'est-à-dire un vecteur de cohésion dans une société de plus en plus hétérogène.

L'unanimité face à la guerre a donc vécu. La société s'était déjà fracturée autour des projets portant atteinte à l'indépendance de la justice en 2018. À cette époque, Guy Poran avait initié un mouvement inédit dans lequel un corps d'élite exprimait clairement son opposition aux coups de boutoir contre la démocratie. Sept ans et une guerre plus tard, le thème de la réconciliation de la société israélienne apparaît central. Selon Guy Poran, « *Israël est engagé dans une lutte, pour ne pas dire une guerre, civile et culturelle très profonde* ».

Sur fond de crise économique, c'est la ruée vers les passeports étrangers. Depuis deux ans, 82 700 Israéliens ont quitté le pays quand 56 000 personnes y ont immigré. « *Ceux qui partent sont des startupers ou des intellectuels. Ceux qui arrivent sont massivement des religieux* », déplore l'ancien pilote. Sa conclusion : « *La balance continue de*

**Depuis deux ans,
82 700 Israéliens ont
quitté le pays quand
56 000 personnes
y ont immigré.**



Manifestation à Jérusalem, le 28 mars, organisée par

pencher vers le traditionalisme. Nous sommes à un moment décisif. » Face à cette crise, nombreux sont en effet ceux qui opèrent un retour à la tradition, comme pour mieux définir leur identité juive. Née dans une famille arabe chrétienne, la députée communiste Aida Touma-Suleiman ne se sent plus en sécurité, même à la Knesset, où elle est régulièrement prise à partie par les extrémistes religieux : « *L'emprise de la religion et des partis qui s'en réclament va grandissant dans l'espace public. Ils sont parvenus à imposer une ségrégation de genre dans les universités pour certains cursus. Dans une société traumatisée, la religion est devenue un recours pour ceux qui sont à la recherche d'une force supérieure pour les sauver.* »

De la droite au centre gauche, la majeure partie des Israéliens reste persuadée que le ciment de la société israélienne doit demeurer le sionisme. « *Le 7 Octobre a permis à Benjamin Netanyahu de poser une pierre de plus sur le long chemin du pays vers le fascisme, dont les colons constituent une puissante assise* », analyse Amjad Shbita, secrétaire général du mouvement Hadash, qui réunit plusieurs formations de gauche, dont le Parti communiste israélien.

NAZARETH N'EST PLUS QUE L'OMBRE D'ELLE-MÊME

Au soir du 7 octobre 2023, les Palestiniens de 1948 (20 % de la population israélienne) ont été désignés par Benjamin Netanyahu comme l'un des sept fronts auxquels devait faire face Israël. « *Je reste persuadé que Netanyahu attendait le moment opportun pour sortir ses plans du tiroir* », relève pour sa part Sharif Zoabi, ancien candidat de Hadash dans la ville arabe de Nazareth.



Le mouvement Standing Together, derrière une banderole proclamant : « Sauvez les otages, arrêtez la guerre ».

Immédiatement après le 7 Octobre, des mesures d'urgence ont été édictées, rendant la vie impossible et la lutte encore plus compliquée. À Haïfa, où subsiste une mixité, la police emploie la manière forte pour casser ce qu'il reste de coopération entre juifs et Arabes. Le racisme est désormais exacerbé : « Avant le 7 Octobre, tu avais peur de marcher dans la rue et d'être tué par erreur. Aujourd'hui, ce n'est plus par erreur », lâche Reem Hazzan, responsable de la branche de Haïfa du Parti communiste, les yeux plissés derrière la fumée de sa cigarette.

Les pratiques discriminatoires qui frappent les citoyens arabes sautent aux yeux.

À Nazareth, Sharif Zoabi a été arrêté trois fois en deux ans pour avoir pris part à des manifestations. « J'ai été accusé de jets de pierre, d'incendie volontaire, d'attaque contre la police. Tout cela est évidemment faux », souffle-t-il dépit, alors que, derrière lui, le son des cloches est relayé par l'appel à la prière du muezzin. Pour lui, pas de doute, « les Palestiniens d'Israël vivent une forme de loi martiale interne, similaire à celle qui prévalait de 1948 à 1966, où l'expression politique était totalement sous surveillance ».

Dans les villes arabes, la discrimination est patente et Nazareth n'est plus que l'ombre d'elle-même. Au cœur des ruelles en pierre blanche désespérément vides de la vieille ville, les ordures s'amoncellent et on ne compte plus les stores baissés. L'absence des touristes et des pèlerins, qui ont déserté du fait de la guerre, ne suffit pas à expliquer

la crise. C'est dans les disparités budgétaires entre villes arabes et juives que réside l'essentiel du problème. En 2024, le ministre des Finances, Bezalel Smotrich, a acté une réduction de 15 % des dotations pour Nazareth, annulant les investissements prévus, aggravant le chômage et la pauvreté. Il y a trois mois, le maire a été démis de ses fonctions par le gouvernement faute de pouvoir présenter des comptes à l'équilibre. Il est depuis remplacé par un homme lige ; et les élections ne se tiendront qu'à l'issue d'une période de trois ans, uniquement si la ville est remise à flot.

À ce tableau, il faut ajouter la prolifération de bandes criminelles, qui extorquent les commerçants en échange d'une protection, poussent les habitants à la fuite et menacent les responsables politiques. « Certains étaient des collaborateurs d'Israël en Cisjordanie et sont sous la protection du Shin Bet (le service de renseignement intérieur - NDLR) », note Sharif Zoabi. La réalité des pratiques discriminatoires qui frappent les citoyens arabes saute aux yeux à Nof HaGalil, la cité en surplomb, sortie de terre dans les années 1950 pour affirmer le caractère juif de la Galilée. Une colonisation intérieure, en quelque sorte. Le dynamisme économique de cette « ville durable » est largement subventionné par le pouvoir central. En Israël, beaucoup de citoyens arabes sont désormais convaincus qu'après la Cisjordanie et Gaza, leur tour viendra. Professeur d'histoire à Rishon LeZion, au sud de Tel-Aviv, Adam Eli confirme : « Beaucoup ont peur d'être transférés à leur tour. Nous en sommes encore loin mais cela en dit long sur la terreur qui règne dans cette société devenue complètement folle. » ■

LINA SANKARI

Gaza suspendue aux discussions de Charm el-Cheikh

Les délégations israélienne et du Hamas se sont retrouvées, lundi, en Égypte pour entamer des négociations sur l'application du plan présenté la semaine dernière par Donald Trump.

Quand interviendront le cessez-le-feu et les libérations réciproques des otages et prisonniers ? C'est à Charm el-Cheikh, station balnéaire égyptienne au bord de la mer Rouge, que la réponse à cette question va surgir (ou pas) lors de discussions indirectes entre Israël et le Hamas. Depuis le « oui mais » de ce dernier au plan Trump, le président états-unien presse officiellement les deux parties « d'avancer rapidement ». Il a pris la décision de dépêcher en Égypte son émissaire Steve Witkoff ainsi que son gendre Jared Kushner.

La délégation israélienne devait arriver lundi alors que celle du Hamas se trouvait déjà sur place. Elle est dirigée par Khalil Al Hayya, qui avait échappé, avec d'autres dirigeants, à une tentative d'assassinat par Israël le 9 septembre à Doha. Depuis la Maison-Blanche, le premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, avait ensuite présenté ses excuses à son homologue du Qatar pour les frappes menées dans son pays, une concession de pure forme à Donald Trump, qui n'entendait pas laisser écorner l'alliance solide nouée entre Washington et Doha.

SOUTIEN DE L'ÉGYPTE ET DE L'IRAN

Selon un haut responsable du Hamas, la délégation du mouvement devait s'entretenir lundi matin au Caire avec les médias égyptiens et qataris avant le début, à une date encore non précisée, des négociations. Celles-ci « porteront sur les modalités du cessez-le-feu, du retrait des forces israéliennes (de Gaza) et de l'échange » des otages contre les prisonniers palestiniens détenus par Israël, a-t-il précisé à l'AFP. Dimanche, le Hamas a exprimé sa volonté d'« entamer immédiatement le processus d'échange » et réclamé « l'arrêt de toutes les opérations militaires israéliennes dans la bande de Gaza ». Le Hamas « mettra fin à ses opérations militaires » dans le même temps. C'est plutôt silence radio côté israélien. Seul le chef d'état-major Eyal Zamir s'est exprimé, annonçant : « Nous reprendrons le combat » en cas d'échec des négociations.

Après le soutien du président égyptien, Abdel Fattah Al Sissi, le « plan Trump » a également reçu l'assentiment de Téhéran. « (La République islamique d'Iran) salue toute décision prise par eux qui garantit l'arrêt du génocide des Palestiniens, le retrait de l'armée d'occupation sioniste de Gaza, le respect du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, l'entrée de l'aide humanitaire et la reconstruction de Gaza », a écrit sur X le ministre iranien des affaires étrangères, Abbas Araghchi. ■

CHRISTOPHE DEROUBAIX